COMMENTAIRE DE DOCUMENTS HISTORIQUES

ÉPREUVE À OPTION : ORAL

Rahul Markovits et Virginie Martin

Coefficient de l'épreuve : 5

Durée de préparation de l'épreuve : 1h30

Durée de passage devant le jury : 30 minutes dont 20 minutes d'exposé et 10 minutes de questions

Modalités de tirage du sujet : tirage au sort d'un sujet (pas de choix)

Liste des ouvrages spécifiques en salle de préparation :

BEAUREPAIRE Pierre-Yves et MARZAGALLI Silvia, *Atlas de la Révolution française. Circulation des hommes et des idées, 1770- 1804*, Paris, Autrement, 2010 [2e éd. refondue, *Atlas de la Révolution française 1770-1803. Un basculement mondial*, 2016 ; 3e éd., *Atlas de la Révolution française*, 2021].

DONATO Maria Pia et al. (dir.), *Atlante storico dell'Italia rivoluzionaria e napoleonica*, Rome, École française de Rome, 2013.

SOBOUL Albert (dir.), *Dictionnaire historique de la Révolution française*, Paris, PUF, 1989 [nouv. éd. en poche, 2004].

FURET François et OZOUF Mona (dir.), *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris, Flammarion, 1988 [rééd., 2007].

MARTIN Jean-Clément (dir.), *Dictionnaire de la Contre-Révolution : XVIII^e –XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2011.

Le jury tient à saluer la bonne qualité d'ensemble des dix-sept prestations qu'il a entendues. Sur ces dix-sept exposés, six ont obtenu une note égale ou supérieure à 17 à la suite de présentations d'excellente facture, voire tout à fait remarquables, au cours desquelles les candidat·es ont su s'appuyer sur une grande maîtrise formelle de l'exercice et de très solides connaissances pour analyser avec finesse et une véritable sensibilité historienne les documents proposés. Quatre candidat·es ont néanmoins obtenu une note inférieure à 10, qui venait sanctionner des contre-sens et des problèmes de méthode.

Conformément à la lettre de cadrage, le jury a souhaité proposer un large panel de sources, en faisant varier leur nature (discursive, épistolaire, administrative) ainsi que les contextes dont ils étaient issus, afin d'embrasser l'ensemble de la période (1789-1799) et des espaces au programme. Ainsi, six documents portaient sur la Grande-Bretagne, cinq sur l'aire germanique et trois sur la péninsule italienne, tandis que les autres envisageaient les bouleversements révolutionnaires à l'échelle européenne.

Comme il l'avait annoncé, le jury a complété certains textes (9 des 17 soumis) par des documents iconographiques (caricatures, gravures, emblèmes). En retenant pour ceux-ci la qualification de « document d'appoint », le jury souhaitait indiquer qu'ils devaient être mis en relation avec les textes afin d'apporter sur ces derniers un éclairage complémentaire, sans pour autant faire l'objet d'un commentaire détaillé. Les candidat·es ont dans l'ensemble parfaitement joué le jeu et saisi l'intérêt de l'exercice, qui leur offrait l'opportunité, à condition d'identifier

correctement les protagonistes et de cerner le registre mobilisé par la source iconographique (allégorique, ironique, critique, commémoratif, etc.), de démontrer leur compréhension des codes, y compris visuels, régissant la fabrique de l'opinion.

Dans l'ensemble, les candidat·es ont démontré leur maîtrise de la trame événementielle de la décennie révolutionnaire et leur compréhension des mécanismes différenciés de sa réception par les chancelleries et les opinions européennes. Loin de s'en tenir à une perspective franco-centrée, ils ont démontré une connaissance, souvent très aboutie, du système politique britannique, des transferts culturels franco-allemands et, plus généralement, de la géopolitique européenne. Il tient donc à souligner qu'il a été impressionné par la qualité des analyses proposées en la matière par une majorité de candidat·es.

Parmi les défauts récurrents, le jury déplore tout d'abord la difficulté éprouvée par certain·es candidat·es à présenter des exposés équilibrés et à tenir le temps. Quatre candidat·es ont commencé la troisième partie de leur exposé à la dix-huitième minute, ce qui les condamnait à sacrifier des éléments importants de leur démonstration. Il est rappelé qu'il faut impérativement garder l'œil sur le chronomètre tout au long de l'exposé, afin de ne pas laisser filer le temps.

Comme l'an passé, le jury ne peut que regretter que les candidat·es n'aient pas fait usage des ouvrages de référence placés à leur disposition en salle de préparation. La notice consacrée au Cercle Social dans le *Dictionnaire historique de la Révolution française* eût permis à la candidate de mieux saisir le diagnostic du voyageur Gerhard von Halem sur l'originalité de cette association, abusivement disqualifiée en Allemagne comme une officine de propagande. De même, se reporter même rapidement à celle consacrée à Germaine de Staël aurait dû éviter au candidat de la cataloguer comme « girondine », ce qu'elle n'était aucunement. Or l'erreur n'était pas simplement d'ordre factuel, dans la mesure où, guidant l'analyse du document, cette qualification se transformait malencontreusement en clef de lecture, au détriment d'une compréhension du contexte d'écriture de ses réflexions sur la Première Coalition, marqué par la politique de pacification thermidorienne. Elle conduisait de plus à faire fi de l'usage instrumental de ces réflexions résolument « anti-jacobines », dictées par sa volonté de revenir en France alors qu'elle y est encore proscrite comme « émigrée ». Le jury invite donc les candidat·es à manier avec précaution ces étiquettes politiques, qui ont pu faire l'objet de réifications et d'instrumentalisations au fil du temps, et qui ne sauraient servir de grille de lecture univoque. Plus généralement, il les met en garde contre l'emploi de termes généraux ou de catégories toutes faites, parfois improprement plaqués sur le document et souvent mal définis par ailleurs (cosmopolitisme, libéralisme, « ethnotype »), qui ont tendu à faire écran à l'analyse d'une situation ou d'un problème spécifiques. À l'inverse, il est important d'être attentif aux notions maniées par les acteurs eux-mêmes et à la portée de leur usage politique ou stratégique. Ainsi n'est-il pas anodin que Karl-Friedrich Reinhard évoque, en novembre 1793, dans son plaidoyer en faveur de l'invasion de l'Italie, le « fédéralisme » qui sévissait selon lui dans la péninsule – cet écho évident au contexte domestique méritait d'être relevé et analysé et ne se comprend qu'à travers la nécessité, pour ce chargé d'affaires redevenu un simple commis à la suite de son expulsion de Florence, de se démarquer de la nébuleuse girondine déchue (dont il fut l'un des proches) pour recouvrer un poste diplomatique.

Il est rappelé qu'il est indispensable de cerner la nature du document et de le commenter en conséquence. Souvent à l'aise avec les discours politiques prononcés à l'Assemblée

nationale ou à la Chambre des communes, les candidat·es ont eu beaucoup plus de difficultés à commenter de manière satisfaisante des documents extraits des archives. La catégorie de « mémoire », en particulier, a posé problème, ce genre de document étant souvent commenté comme la description objective d'une réalité, sans être rapporté à un contexte d'écriture (voire de publication) et à l'intentionnalité de l'auteur, désireux de promouvoir une certaine lecture de la situation et parfois d'attirer l'attention de ses supérieurs – que ces mémoires soient commandités par le gouvernement français ou lui soient spontanément remis. Il était important par exemple, pour cerner les enjeux du mémoire en faveur du rattachement de la rive gauche du Rhin à la France publié en 1797 par Anton-Joseph Dorsch, de le replacer dans une série d'interventions à ce sujet parues depuis 1795 et d'évoquer la manière dont cette production avait été suscitée par le Directeur Jean-François Reubell. De même, celui soumis par Madgett au ministre des Relations extérieures en 1795 n'est qu'un des nombreux rapports produits par les réfugiés irlandais pour convaincre le gouvernement français de la nécessité d'entreprendre une opération militaire de « libération » de leur patrie. Conscient que les candidat·es ne disposent pas forcément des instruments leur permettant de reconstituer ces chaînes de textes, le jury accompagne dans ces cas-là le document d'un appareil critique qui n'a pas toujours suffisamment été exploité.

Enfin, le jury souhaite attirer l'attention des candidat·es sur l'importance de réfléchir à la position sociale – et non point simplement politique ou institutionnelle – des protagonistes. Il s'agit en effet d'une clef de compréhension incontournable, *a fortiori* dans une période de profonds bouleversements sociaux. Comment comprendre, par exemple, les commentaires du chargé d'affaires français à Venise sur la « populace » vénitienne sans préciser qu'il était lui-même issu d'une famille de petite noblesse ? De même, l'attitude ambivalente du prince-électeur de Cologne à l'égard des émigrés présents en Rhénanie en 1792 ne s'expliquait pas seulement à la lumière de considérations stratégiques. Elle pouvait être lue en termes sociologiques : en émettant des réserves quant à leur propension malencontreuse à « cueillir les lauriers » et à partir à l'assaut la fleur au fusil, le prince-évêque dénonçait un *habitus* social propre à la noblesse française, mais mal adapté selon lui aux conditions de la guerre moderne.

Malgré ces quelques défauts ou maladresses, le jury souhaite féliciter chaleureusement les candidat·es et les préparateurs et préparatrices pour le travail accompli : ils et elles ont démontré qu'il était possible, à condition de s'en donner les moyens, de traiter la Révolution française comme un événement d'histoire européenne.

Liste des sujets d'oraux

- La Révolution française vue par Edmund Burke (1790)

Source : *Discours de M. Burke, sur la situation actuelle de la France, prononcé dans la Chambre des Communes d'Angleterre, le 9 février 1790, lors du fameux débat sur les estimations de l'armée, traduit de l'anglais*, Paris, 1790, p. 4-11.

+ Document d'appoint : James Gillray, *Smelling out a rat, or, The atheistical-revolutionist disturbed in his midnight "calculations"*, gravure, Londres, H. Humphrey, 3 décembre 1790.

- Gerhard Anton von Halem au Cercle social (1790)

Source : *Paris en 1790. Voyage de Halem*, traduction, introduction et notes par Arthur Chuquet, Paris, Plon, 1896, 17^e lettre, p. 284-294.

- Discours de Jacques-Pierre Brissot à l'Assemblée, sur les intentions hostiles de l'Europe (1791)

Source : *Archives parlementaires*, t. 34, séance du 20 octobre 1791, p. 309-317.

- La constitution française comparée au système politique britannique (1791)

Source : Thomas Paine, *Les Droits de l'homme*, trad. Bernard Vincent, Nancy, Presses universitaires de Nancy, 1991, p. 64-69.

- Joseph Priestley, victime de son soutien à la révolution ? (1791)

Source : Lettres de Condorcet à Priestley et de Priestley à Condorcet publiées respectivement dans *Le Patriote français* des 8 et 28 août 1791.

+ Document d'appoint : Samuel Collings, *Doctor Phlogiston, The Priestley politician or the political priest !*, estampe publiée le 1^{er} juillet 1791.

- Les émigrés français vus par le prince électeur de Cologne (1792)

Source : Stadtarchiv Düsseldorf, Kurköln, Kriegsakten Nr 239, Lettre du prince électeur de Cologne Max Franz au prince électeur de Trèves Klemens Wenzeslaus, Bonn, 19 avril 1792, reproduite dans Joseph Hansen (éd.), *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der französischen Revolution 1780-1801*, II, 1792-1793, p. 125-127.

- La Chambre des communes débat de l'Alien Bill (1792)

Source : *Gazette nationale ou Le Moniteur universel*, 6 janvier 1793, n°6.

+ Document d'appoint : James Gillray, *The dagger scene, or, The plot discover'd*, Londres, H. Humphrey, 30 décembre 1792.

- La réception de la révolution française en Angleterre selon Brissot (1793)

Source : Jacques-Pierre Brissot, *Rapport fait au nom du comité de défense générale, sur les dispositions du gouvernement britannique envers la France, et sur les mesures à prendre, prononcé à la Convention nationale, dans sa séance du 12 janvier 1793*, Paris, Imprimerie nationale, [1793], p. 2-5.

+ Document d'appoint : Isaac Cruikshank, *Who wants me*, gravure, Londres, S.W. Fores, 26 décembre 1792.

- Les commissaires nationaux préparent la réunion de Mayence (1793)

Source : Archives nationales, F^{1e} 40, Lettre des commissaires nationaux du pouvoir exécutif Jean-Frédéric Simon et Gabriel Grégoire au Conseil exécutif, Mayence, 20 février 1793, reproduite dans Joseph Hansen (éd.), *Quellen zur Geschichte des Rheinlandes im Zeitalter der französischen Revolution 1780-1801*, II, 1792-1793, p. 755-758.

- L'emblème de la République française à Venise (1793)

Source : Archives du ministère des affaires étrangères, Correspondance politique Venise, 249, fol. 96, Le chargé d'affaires Étienne-Félix Hénin au ministère des affaires étrangères Pierre Lebrun, Venise, 9 mars 1793.

+ Document d'appoint : Archives du ministère des affaires étrangères, Correspondance politique Venise, 250, fol. 140-141, « Modèle du tableau exposé à Venise par le citoyen Hénin, chargé des affaires de la République ».

- Plaidoyer en faveur de l'invasion de l'Italie par le secrétaire de légation à Florence, Karl-Friedrich Reinhard (1793)

Source : Archives diplomatiques, *Mémoires et Documents, Italie*, 11, fol. 288 : « Mémoires sur les motifs et les moyens de faire la guerre en Italie », par Karl-Friedrich Reinhard, secrétaire de légation à Florence, Paris, 24 brumaire an II (14 novembre 1793).

- L'échec de la première coalition selon Germaine de Staël (1795)

Source : *Réflexions sur la paix adressées à M. Pitt et aux Français par Mme de Staël*, sans nom ni lieu d'éditeur, 1795, chap. 2, « De la conduite qu'ont suivie les puissances coalisées », p. 20-29.

+ Document d'appoint : Antoine-Esprit Gibelin, *La coalition*, estampe, 1795.

- L'alliance nécessaire entre la République française et l'Irlande (1795)

Source : Archives du Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance Politique Angleterre*, vol. 588, fol. 112 : Nicolas Madgett I, « Mémoire pour faire suite à la lettre de Hamilton Rowan datée de Philadelphie le 15 et 18 août dernier », 8 nivôse an IV (29 décembre 1795).

- La reprise des échanges culturels franco-allemands d'après Karl August Böttiger (1797)

Source : Lettre de Karl August Böttiger à Aubin-Louis Millin de Grandmaison, Weimar, 6 mai 1797, publiée dans Geneviève ESPAGNE, Bénédicte SAVOY (dir.), *Aubin-Louis Millin et l'Allemagne : Le Magasin encyclopédique*, Hildesheim, Georg Olms Verlag, 2005, p. 300-302.

+ Document d'appoint : Pierre-Gabriel Berthault, « Fête de la Liberté et procession des monuments des Sciences et des Arts des campagnes d'Italie, à Paris sur les boulevards du Midi, 27 juillet 1798 (9 thermidor an VI) », estampe.

- Quelques réflexions sur l'établissement de la République cisrhénane (1797)

Source : *Quelques réflexions sur l'établissement de la République cisrhénane par Anton-Joseph Dorsch, employé aux relations extérieures*, Paris, Imprimerie C. F. Cramer, an VI de la République française, p. 3-15.

- La mise sous tutelle de la Cisalpine selon le secrétaire de la légation française à Milan (1798)

Source : Archives du Ministère des Affaires étrangères, *Correspondance Politique Milan*, vol. 56, fol. 128 : Dépêche du chargé d'affaires en Cisalpine, Pierre David, au ministre des Relations extérieures, Talleyrand, Milan, 6 floréal an VI (25 avril 1798).

+ Document d'appoint : Giacomo Mercoli, « Au nom de la République Cisalpine : liberté, égalité », estampe servant d'en-tête de la correspondance du secrétaire général du Directoire de la République Cisalpine, Milan, 1797.

- La critique de la politique extérieure du Directoire par Talleyrand (1799)

Source : Archives du Ministère des Affaires étrangères, *Mémoires et Documents France*, 652, fol. 256 : Lettre du ministre des Relations extérieures Talleyrand à Lacuée, membre du Conseil des Cinq-Cents, 14 messidor an VII (2 juillet 1799).

+ Document d'appoint : Samuel William Fores, *The ghost of Buonaparte appearing to the Directory!!!*, estampe, Londres, 1799.